Immigration : Mette Frederiksen dénonce « trop de migrants » et l'insécurité des banlieues françaises ; Macron lui reproche une attaque « irrespectueuse »

20/10/2026 à 15h05



La Première ministre sociale-démocrate du Danemark, **Mette Frederiksen**, a provoqué un vif affrontement au Conseil européen des 15 et 16 octobre en réclamant une ligne plus ferme sur l'immigration. Selon les coulisses dévoilées par *Le Point* le 19 octobre, elle a lancé devant ses homologues : « **Nous avons un grand problème : il y a trop de migrants** ».

Pour étayer son constat, la dirigeante danoise a évoqué l'insécurité dans les grandes villes européennes, la surcharge de certaines écoles autrichiennes accueillant des élèves maîtrisant mal l'allemand, mais aussi **les banlieues françaises, où des familles craindraient, selon elle, de sortir se promener en raison du risque d'agression.**

Copenhague avait déposé un amendement aux conclusions du sommet. Ce projet associait explicitement l'immigration irrégulière aux difficultés de cohésion sociale, à la pression

sur le logement, la santé et l'éducation, ainsi qu'à la criminalité. Il appelait également à mieux coordonner les décisions nationales susceptibles d'attirer des entrées irrégulières, dans un contexte de tensions avec **Pedro Sánchez** après la régularisation d'environ 500 000 personnes décidée en Espagne.

La Première ministre danoise a été soutenue au cours de la discussion par Donald Tusk, Kyriakos Mitsotakis et Giorgia Meloni. À l'inverse, Pedro Sánchez a défendu la politique espagnole et rappelé les résultats obtenus dans la lutte contre les arrivées irrégulières et les retours de migrants.

Emmanuel Macron n'a pas apprécié les propos visant les banlieues françaises. D'après *Le Point*, il a interpellé Mette Frederiksen à l'issue du sommet pour lui reprocher le caractère « **irrespectueux** » de cette attaque. Le président français lui aurait aussi rappelé la solidarité de Paris avec le Danemark face aux ambitions américaines sur le Groenland.

Malgré le soutien de plusieurs dirigeants européens, **l'amendement danois n'a pas été retenu**. Les conclusions finales se sont limitées à une formulation plus générale, sans établir de lien explicite entre immigration et criminalité.

Source : Le Point, Emmanuel Berretta, 19 octobre 2026.